

Police et journalistes ont joué à cache-cache dans Bujumbura

RFI, 26 février 2013 Burundi : malgré l'interdiction, les journalistes manifestent pour la libération de Hassan Ruvak Burundi, une manifestation de soutien s'est déroulée ce mardi matin 26 février à Bujumbura en faveur de notre confrère Hassan Ruvakuki de la rédaction de RFI en swahili. Il a été condamné à trois ans de prison pour « terrorisme » et peut pas bénéficier de liberté conditionnelle dans la mesure où le parquet s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel réduisant sa peine. Cette manifestation avait été interdite par le maire de la capitale. Une centaine de personnes pourtant sont dans les rues, la plupart des journalistes. Et finalement tout se déroule dans le calme ou presque.

Police et journalistes burundais ont joué à cache-cache dans les rues de Bujumbura ce mardi matin. Les autorités avaient déployées dès l'aube des dizaines de policiers à tous les carrefours dans un large périmètre englobant le palais de justice. Mais les journalistes burundais étaient décidés à agir malgré la décision du maire de Bujumbura : « Nous sommes prêts à terminer le marathon pour chercher la justice et pour notre confrère Hassan Ruvakuki », explique une manifestante. « On n'a pas eu peur parce que la police a essayé de nous faire peur », témoigne un journaliste. Ils se sont donc regroupés à la dernière minute place de l'Indépendance, puis se sont dirigés vers le palais de justice sous applaudissements de centaines de badauds. La centaine de journalistes s'est heurtée à un cordon policier avant d'atteindre son objectif. Après une vingtaine de minutes de pourparlers, les journalistes ont rebroussé chemin dans le calme et toujours en rang. « De toute façon, nous, nous avons pu manifester bien que nous n'ayons pas pu arriver au palais de justice pour chercher cette justice dont nous avons tant besoin, surtout pour notre confrère Hassan », affirme le président de l'Union burundaise des journalistes, Alexandre Niyungeko. Par crainte des réactions des bailleurs de fonds, la police burundaise n'a pas usé de la violence comme elle l'avait fait la dernière fois. Les journalistes burundais, eux, disent terminer leur manifestation mardi prochain et cela jusqu'à ce qu'ils obtiennent la libération collégue emprisonné injustement, selon eux.